« L’économie française ne tient qu’à un fil »

Publié le 5 septembre 2023

Invité sur FRance Info le 5 septembre, Patrick Martin a pu évoquer de nombreux sujets parmi lesquels l’impact de l’inflation sur les entreprises, les salaires, la suppression de la CVAE ou encore le climat ou la conjoncture internationale.

Sur le besoin croissant d’assistance

Interrogé sur le don de 10 millions d’euros de Bernard Arnault aux Restos du Cœur, qui a suscité des critiques de la part de la France Insoumise, Patrick Martin a déclaré « *voir quant à lui par tempérament et par conviction, le bon côté des choses. Ce sont 10 millions d’Euros qui vont aller aux Restos du Cœur, donc à toutes ces personnes en difficulté qui en ont besoin* ». Il a par ailleurs reconnu que les entreprises viennent souvent en aide aux associations : « *on le fait, souvent à bas bruit, on le fait dans les territoires, on le fait depuis des années, on va le faire plus encore* ». Pour lui, le fait que de plus en plus de personnes aient besoin d’assistance dans notre pays montre « *qu’il y a un certain nombre de politiques publiques qui ne sont pas optimisées, elles coûtent cher sans toujours donner les résultats attendus* ».

Sur l’impact de l’inflation sur les entreprises

Pour Patrick Martin, les entreprises sont « *entre deux eaux. (…) on voit quand même que dans un bon nombre de cas, la conjoncture est en train de se retourner, c’est flagrant dans le bâtiment, par exemple. Nous voulons être positif, contribuer à ce que le pays tourne bien, mais encore faut-il qu’on nous en donne tous les moyens* ». Pour lui, « *l’économie française ne tient qu’à un fil. On voit bien que la dynamique de croissance est en train de s’essouffler dans un panorama mondial qui, lui-même, est en train de s’essouffler. Il y a un ralentissement qui tient beaucoup au durcissement des politiques monétaires, des taux d’intérêt qui augmentent. Il ne faudrait pas que ça dure trop longtemps* ».

Suppression de la CVAE

Même s’il y a un étalement de ce qui était prévu dès 2024, « *les chefs d’entreprise*, affirme Patrick Martin, *croient en la parole de l’Etat. Mais l’étalement peut mettre certaines entreprises en difficulté, car Il y a un réel durcissement de la compétition internationale. Les Américains sont très offensifs, avec des programmes de soutien et d’attraction des investissements. Les Allemands ont annoncé, la semaine dernière, 32 milliards d’aides aux entreprises, singulièrement aux PME. Donc la France n’est pas un monde à part. Et si on se met sur pause, on prend nécessairement du retard* ».

« *Les entreprises*, reconnait encore Patrick Martin, *font des efforts, elles le font par civisme, mais aussi parce que c’est leur intérêt. Elles font des efforts en termes de création d’emploi, en termes d’investissement. Mais il faut apprécier la performance des entreprises et de l’économie française relativement à celles des autres. Si les autres accélèrent et que nous ralentissons, nécessairement, nous nous déclassons* ».

Sur les salaires

« *Il y a un sujet lié à l'inflation*, reconnaît Patrick Martin, *qui conduit à ce que les branches à rythme qu'on ne connaissait pas depuis 30 ans, doivent renégocier assez régulièrement les minima conventionnels quand ils sont rattrapés par le Smic. Il y avait 150 branches qui étaient en retard par rapport à ce nouveau Smic quand il était*

augmenté au mois de mai ; il y en a dorénavant 80. Donc ça demande des discussions, ça demande d'avoir des interlocuteurs syndicaux, à la fin des fins, il y aura un tout petit nombre de branches qui n'auront pas conclu sur la revalorisation de ces minima conventionnels ». Mais pour lui, de toute évidence, « *il faut laisser aux partenaires sociaux ce champ essentiel de la négociation des salaires. (…) A 2 fois le Smic, les entreprises françaises payent 16 % de plus que les entreprises allemandes pour un poste équivalent. A 5 fois le Smic, c'est 30 %. Donc il faut, qu'on trouve le bon compromis, entre les attentes des salariés et la compétition à laquelle nous sommes confrontés* ».

Sur les retraites complémentaires

Sans préempter la négociation qui s'ouvre, Patrick Martin affirme que « *le régime marche bien et que nous, on a deux règles d'or : la première c'est que l'équilibre financier du régime soit préservé. La deuxième, c'est que ce régime reste géré par les partenaires sociaux dans l'indépendance Il ne faut pas qu'il y ait d'interférence de l'Etat* ».

Sur l'immigration et la régularisation des sans papiers dans les secteurs en tension

Pour Patrick Martin, la France « *aura besoin de l'immigration dite économique y compris à des hauts niveaux de qualification, c'est 30 000 personnes par an c'est-à-dire à peu près 10 % de la population immigrée. Après c'est un débat qui nous dépasse. C'est aux politiques de prendre leurs responsabilités* ».

Sur le climat

« *Dans mon discours inaugural de la Rencontre des Entreprises de France, j'ai réaffirmé notre engagement total à respecter les accords de Paris et atteindre la neutralité carbone en 2050*, rappelle Patrick Martin. *Ça n'est pas un engagement vain. Quand je regarde qui sont les gros investisseurs à travers le monde dans les énergies renouvelables, je pense que Total tient largement son rang. Mais il faut que nous soyons réalistes. Dire à l'opinion publique française, alors que 75 % de nos consommations d'énergie sont à ce jour d'origine hydrocarbure, « Demain matin, on arrête », ça pose un vrai sujet d'acceptabilité. (…) Le sujet n'est pas de charger la barque, c'est d'être réaliste au regard des évolutions technologiques*. »

Sur la situation en Afrique et la conjoncture internationale

La situation tendue au Niger et au Gabon aussi Inquiète Patrick Martin. « *Du seul point de vue économique. Ce sont des partenaires importants. Cela fait aussi partie de la vocation ou de la mission du Medef. Nous avons, séance tenante, mis en place une hotline, en relation avec le ministère des Affaires étrangères. Ce n'est pas une comparaison, mais on avait connu ça à une échelle encore bien plus grave avec l'Ukraine, et donc on avait aidé. (…) Ce qu'on observe aujourd'hui au niveau international c'est qu'il y a des évolutions très structurelles. Il y a une re-continentalisation des plaques économiques. Et c'est un vrai sujet de préoccupation pour les très nombreuses entreprises françaises qui sont implantées notamment en Chine* ».

>> Revoir l'interview sur le site de France Info